



Compte-rendu succinct de la réunion par téléphone des huit organisations de retraité.es, le vendredi 10 avril 2020

L'ordre du jour, pour une réunion par téléphone, est limité à deux points : l'expression publique de nos huit organisations et la préparation de la prochaine réunion téléphonée du HCFEA.

Dans cette période difficile, la CFTC a annoncé qu'elle n'avait pas envisagé de participer à cette réunion. Les huit autres organisations étaient présentes au téléphone.

Expression publique de nos huit organisations

Au cours des derniers jours qui ont précédé cette conférence téléphonée, plusieurs textes ont circulé entre les organisations et ont été amendés. Afin de faciliter le travail commun lors de la conférence téléphonée, l'animation de cette réunion avait été confiée à FO (Didier Hotte) qui a repris les différents textes et amendements, en a conservé les thèmes et les idées en s'efforçant de réduire la longueur du texte. Pour notre réunion, c'est ce dernier texte qui est mis en débat et soumis à amendements.

Didier Hotte précise les choix effectués pour condenser les premiers textes :

- **L'urgence est de montrer et de dénoncer le choix du gouvernement de sacrifier les « vieux »,** de les laisser mourir pour tenter de sauver les autres dans un contexte de pénurie des moyens. Faute de reconnaître la pénurie de masques, des discours mensongers ont été tenus sur l'inutilité des masques puis des choix dangereux ont été faits, y compris d'exposition au risque de personnes fragiles comme les retraité.es, par exemple par la récupération des masques dans les établissements de personnes âgées pour les concentrer dans les hôpitaux. Des médias ont mis en avant le scandale des manques dans les EHPAD sacrifiés, en moyens et en personnels, à cause des politiques d'austérité. Le taux de décès chez les personnes âgées est fortement supérieur à la moyenne nationale.
- **Cette austérité, malgré toutes les promesses, se poursuivra pour l'ensemble de la santé,** y compris pour l'éventuelle loi Grand Âge, car l'objectif du gouvernement reste de développer le secteur privé. Le gouvernement parle facilement de l'héroïsme des personnels des EHPAD et des personnels soignants, mais ne change toujours pas de politique, celle qui a conduit à la situation actuelle.
- **Nous en discuterons, mais la mise en valeur de l'essentiel a incité à mettre de côté les revendications** que toutes les organisations portent, par exemple les 40 000 embauches immédiates pour la santé, l'augmentation de l'ONDAM que le gouvernement va promettre tout en ayant l'intention de ne pas le faire.

Didier Hotte rappelle que les équipes dans les départements réalisent un excellent travail de terrain, elles listent les problèmes concrets qui expliquent le taux trop important de décès parmi les retraité.es, elles s'adressent à leur Préfet, Conseil Départemental et ARS et demandent d'appliquer un plan d'alerte et d'urgence. Elles soulignent le réel héroïsme du personnel, allant jusqu'à se confiner dans des EHPAD pour ne pas y introduire le Covid-19.

Chaque organisation précise ensuite ses propositions précises d'amendements au projet de texte, qu'il serait trop long d'énumérer dans ce compte-rendu, et un peu inutile car nous allons les retrouver dans le texte de synthèse. Nous rappelons seulement quelques points particuliers sur lesquels les organisations ont pu insister.

La CGT regrette l'abandon de la pétition qu'elle avait proposée dès le départ des échanges afin de compenser en partie l'abandon de la journée d'actions du 21 avril. Elle insiste pour une loi modificative immédiate, comme le gouvernement a su le faire pour accorder 45 milliards aux entreprises et la garantie de 300 milliards de prêts. Les effectifs sont indispensables comme le préconise le rapport Libault (+ 25 %), ce qui impose un grand service public pour rendre le métier attractif. Elle signale le crime qui consiste à faire appel à des retraité.es pour renforcer les effectifs dans la santé, ce sont ces volontaires âgés qui meurent les premiers.

Pour FO, la situation dramatique actuelle est bien provoquée par les politiques que nos organisations dénoncent depuis des années. Les retraité.es sont sacrifiés par le gouvernement qui ne comptait même pas les morts EHPAD au début (ils n'existaient pas !), qui prend les masques dans les EHPAD où ils seraient moins utiles qu'ailleurs malgré l'hécatombe. La pénurie de matériel et la dégradation des services de santé conduisent à une sélection en fonction de l'âge. Il nous faut rappeler que nous voulons une sécurité sociale pour toute la population, de la naissance à la mort.

La CFE-CGC exprime sa colère contre la fermeture des EHPAD sans avoir pratiqué avant des tests sur la contamination qui s'est ensuite développée en chaîne dans ce milieu fermé. Ce qui se passe actuellement dans le groupe Korian est scandaleux. Elle propose que le texte reprenne la partie du premier texte sur le manque de lits et dénonce la prise en otage des usagers dépourvus de masques. Les retraité.es vont devoir passer à la caisse pour renflouer l'économie, les plus de 65 ans risquent de rester confinés plus longtemps, des pays refusent d'assurer des soins aux vieux.

La FSU demande l'ajout d'une loi rectificative augmentant les moyens de la santé, de notre revendication « 100 % Sécu », de la création d'un grand service public de l'autonomie. Le texte doit se terminer sur un hommage aux travaux engagés dans les départements et une incitation à poursuivre.

Solidaires souligne que nous devons montrer que « le jour d'après » commence maintenant, il faut obtenir tout de suite des moyens et le début d'un engagement dans une autre politique, de la part d'un gouvernement qui promet mais ne changera rien après. Le gouvernement a été en mesure de trouver des milliards, immédiatement, pour les entreprises et il sait réquisitionner des salariés. Il faut exiger qu'il fasse preuve de la même détermination à l'égard des entreprises et ne pas les laisser décider de ce qu'elles vont faire ou pas, toujours en fonction des « lois du marché ». Les salarié.es, notamment les réquisitionnés, doivent avoir des masques. Le gouvernement prend toute la population « en otage », alors que d'autres pays ont réalisé des tests pour ne confiner que les malades.

La FGR-FP regrette l'abandon du texte qui comprenait tous les arguments, le nouveau texte sera long et doit se compléter d'un communiqué court ne reprenant que l'essentiel, notamment le manque de masques qui n'arriveront que dans un mois. Le texte doit faire état de l'urgence des mesures à prendre.

La LSR pense que cette déclaration servira de repère aux équipes sur les problèmes immédiats, mais qu'elle doit se compléter d'une pétition mobilisant les retraité.es. Il faut dénoncer les responsabilités de l'État et exiger des investissements massifs pour l'hôpital public et, dans l'immédiat, des masques pour tout le monde. Le texte doit demander la relocalisation et la maîtrise publique des matériels de santé et des médicaments. L'isolement est difficile pour le retraité sans internet.

L'UNRPA approuve le texte et les propositions, les retraité.es sont sacrifiés. Il faut dénoncer la volonté de sacrifier les retraité.es et préciser la situation immédiate et mettre en avant les perspectives.

Décisions : en début d'après-midi, chaque organisation envoie par écrit ses amendements précis et FO centralise et soumet en fin de soirée une proposition de texte intégrant ces amendements.

La réunion du HCFEA du 16 avril

Le Président Fragonard a envoyé trois textes sur lesquels il souhaite recevoir des amendements. Après discussion, **nous décidons** :

- **Pour le texte sur l'aide à domicile** « *Le recours des personnes âgées vulnérables aux emplois et services d'aide à domicile* » : il s'agit de constats dont nous prenons acte, tout en souhaitant des effectifs suffisants.
- **Pour le texte sur les pensions de réversion** : nous nous situons dans le contexte de la décision du Président de la République de suspendre la réforme des retraites à points, dont l'aspect particulier de la réversion. Nous ne souhaitons pas discuter de cette réforme, ni du point particulier de la réversion. Nous rappelons que nous souhaitons le retrait total de la réforme.
- **Pour le texte sur le reste à charge zéro** « *L'impact du 100 % santé et de la complémentaire santé solidaire pour les personnes âgées* », le texte proposé par Daniel Blache qui siège au nom de la CGT convient, il dénonce le dépouillage de la Sécu et le report de la prise en charge par les mutuelles qui subissent une augmentation des coûts qui se traduit dans les tarifs. Il demande de redonner à la Sécu tout son rôle. Cette expression sera reprise dans la déclaration commune.

Décision : Daniel Blache (CGT) et Marylène Cahouet (FSU), avec Maud Giloux (CFE-CGC) écrivent la déclaration commune sur les bases ci-dessus.